ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

bilan

Question au Gouvernement n° 4420

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Éric Woerth, pour le groupe Les Républicains.

M. Éric Woerth. Monsieur le Premier ministre, le porte-parole du Gouvernement, M. Le Foll, a déclaré ce matin : « Ce n'est pas vrai, la France n'a pas décroché. » Visiblement, votre ministre de l'agriculture s'est spécialisé dans l'élevage d'autruches. *(Sourires sur les bancs du groupe Les Républicains.)* Vous refusez de regarder la vérité en face, en mettant la tête dans le sable.

Votre gouvernement incarne la France de l'indécision. Oui, monsieur le Premier ministre : la France décroche et décline, c'est une réalité. Le chômage de masse perdure, la dette continue de progresser, la barre des 100 % du PIB sera bientôt atteinte. Le déficit public se réduit à la vitesse de l'escargot et les dépenses publiques repartent à la hausse. Jamais nos agriculteurs ne se sont sentis autant abandonnés. La France est aujourd'hui à la merci d'une Europe fragilisée par les crises migratoires et le Brexit.

Votre gouvernement n'a pas su repenser notre modèle social et économique pour mieux le protéger. Si les déficits de la Sécurité sociale sont moins élevés, c'est notamment parce que nous avons procédé à l'indispensable réforme des retraites.

Un député du groupe Les Républicains. Eh oui !

M. Éric Woerth. Ouvrez les yeux : la France a perdu cinq ans ! Elle subit de plein fouet une crise sociale et identitaire très forte, à laquelle vous jugez bon d'ajouter une crise institutionnelle, qui fait de notre pays la risée de l'Europe. Est-ce bien le moment d'instaurer cette pitoyable compétition entre le Premier ministre et le Président de la République en exercice ? La primaire de la gauche ne doit pas l'emporter sur le service de la France.

Seul un diagnostic réaliste et un langage de vérité permettront à la France de se réformer.

M. Marc Francina. Bravo !

M. Éric Woerth. Vous dites qu'il est impossible de faire 100 milliards d'euros d'économies, impossible de réduire le nomme d'agents publics, impossible de repousser l'âge de la retraite. Vous nous faites un procès en sorcellerie sur la protection sociale, sur la Sécurité sociale, alors même que ce sont vos décisions qui conduisent les salariés à être moins bien remboursés aujourd'hui qu'auparavant.

Mme Claude Greff. Merci Mme Touraine !

M. Éric Woerth. Vous militez pour une France faible alors que nous voulons une France forte.

Alors, monsieur le Premier ministre, quand porterez-vous un regard lucide sur la France ? Quand comprendrez-vous la colère et le désarroi des Français ? Quelle est votre feuille de route précise pour les cinq ans *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain)*, pardon, pour les cinq derniers mois du quinquennat ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Michel Sapin, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le député, votre lapsus de conclusion était-il révélateur du souhait de voir cette majorité, ce gouvernement, continuer son action ?

Mme Claude Greff. Non ! Nous avons envie que ce soit fini !

M. Michel Sapin, *ministre.* Car la France, évidemment, n'est pas en situation de décrochage. La France se redresse. Si vous disiez que cela se fait trop lentement ou pas assez vite par rapport à ce que vous souhaiteriez, peut-être pourrais-je l'accepter, mais ce n'est pas la façon dont vous décrivez les choses. Il me semble que, jusqu'à 2012, vous aviez quelques responsabilités dans la gestion de la France, de son budget et de son déficit, donc une responsabilité dans la hausse de la dette et la dépendance grandissante vis-à-vis des marchés internationaux, auxquels vous vous adressiez pour emprunter de l'argent à des taux beaucoup plus élevés que ceux dont nous bénéficions aujourd'hui. Si vous établissiez, avec la rigueur que l'on peut vous reconnaître par ailleurs, une comparaison entre l'état de la France telle que vous l'avez laissée et l'état de la France aujourd'hui, vous ne diriez pas que la France a décroché. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain. - Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Car la France s'est redressée.

M. Yves Censi et M. Guy Teissier. Pas du tout !

M. Michel Sapin, *ministre.* Elle a fait des efforts, les Français ont fait des efforts. Vous en avez d'ailleurs peut-être bénéficié, parce que les efforts suscitent parfois des incertitudes, des inquiétudes ou des douleurs. Quoi qu'il en soit, la France a fourni des efforts, et ce sont ces efforts que vous ne voulez pas reconnaître ; voilà ce que je vous reprocherai le plus. C'est une forme d'injure faite aux Français que de prétendre que la France continue de décliner, alors qu'aujourd'hui elle se redresse. *(Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.)* C'est une injure faite aux entreprises françaises que de laisser penser qu'elles sont aujourd'hui dans un état pire que celui dans lequel vous les avez laissées, alors que vous savez très bien qu'elles ont retrouvé leurs marges de 2007 et un niveau d'investissement supérieur à celui que vous leur aviez permis d'atteindre.

Voilà pourquoi un débat est nécessaire, monsieur Woerth. Le débat démocratique, c'est la confrontation des points de vue ; ce n'est pas le mensonge. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.)*

Données clés

Auteur : M. Éric Woerth
Circonscription : Oise (4e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 4420
Rubrique : Politique économique
Ministère interrogé : Économie et finances
Ministère attributaire : Économie et finances

Version web : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/14/questions/QANR5L14QG4420

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 30 novembre 2016
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 30 novembre 2016